

29^h
SOCIÉTÉ NATIONALE DES CHEMINS DE FER FRANÇAIS

SERVICE DU CONTENTIEUX

AFFAIRES GÉNÉRALES

N° 6249

Service Central du Personnel
1^{re} Région

Division

OBJET DE LA CONSULTATION

Sois sur les Sociétés
Secrètes.

Agent ayant fait une fausse
déclaration.

Références :

Observations :

N O T E

pour Monsieur le Directeur du Service
Central du Personnel

Comme suite à votre note du 28 août écoulé, j'ai l'honneur de vous faire connaître que je suis d'accord sur les termes de la lettre que vous proposez d'adresser à M. le Directeur Général concernant les agents qui, invités à souscrire la déclaration prévue par la loi du 13 août 1940, ont fait une fausse déclaration.

Une distinction doit, en effet, être établie parmi les textes relatifs aux membres des sociétés secrètes.

La loi du 13 août 1940 vise d'une façon générale tous les membres des sociétés secrètes quand elle décide dans son article 5 que nul ne peut être fonctionnaire, agent de l'Etat..... employé par un concessionnaire de service public s'il ne déclare soit n'avoir jamais appartenu à une société secrète, soit avoir rompu toute attache avec elle, et quand elle ajoute que quiconque aura fait une fausse déclaration sera déclaré démissionnaire d'office et puni de peines de prison et d'amende.

La loi du 11 août 1941, et celle du 10 novembre 1941 dans ses articles 3 et 4, ne s'appliquent qu'aux anciens dignitaires des sociétés secrètes. La première loi leur interdit l'accès et l'exercice de certains mandats et fonctions publiques et les déclare démissionnaires d'office s'ils en exercent. Les articles 3 et 4 de la loi du 10 novembre 1941 prévoient les dérogations que peut apporter

le Chef de l'Etat à ces mêmes interdictions, dans des cas bien déterminés.

Quant à la loi du 19 août 1942, elle a pour objet, en dehors des cas de dérogation prévus à l'article 3 de la loi du 10 novembre 1941, de permettre au Chef du Gouvernement de suspendre pendant une durée de deux ans l'application des "interdictions et incapacités qui en vertu des lois et règlements en vigueur ont frappé les anciens membres des sociétés secrètes" et ceci à des conditions précisées par la loi. A l'expiration de ces deux ans, la situation des dites personnes est examinée à nouveau et si elles le méritent, elles sont relevées définitivement par le Chef de l'Etat des interdictions qui les frappent.

Sans doute, cette loi ne spécifie pas qu'elle vise uniquement "les anciens dignitaires" des sociétés secrètes et on pourrait relever que la loi parle d'interdiction et d'incapacités, sans rappeler que ce sont celles de la loi du 11 août 1941, alors que l'article 5 de la loi du 13 août 1940 aboutit à instituer également des interdictions et des incapacités.

Il n'est pas douteux cependant que la loi du 19 août 1942 ne fait que modifier celle du 10 novembre 1941 comme l'indique d'ailleurs son titre et qu'elle a uniquement en vue les dérogations aux interdictions qui atteignent spécialement les anciens dignitaires des sociétés secrètes afin d'augmenter le nombre des cas de dérogation et attribuer des pouvoirs à ce sujet au chef du Gouvernement.

On s'expliquerait d'ailleurs mal l'utilité de dérogations aux interdictions de la loi du 13 août 1940 puisqu'il suffit pour y échapper d'avoir rompu toute attache avec les sociétés secrètes, tandis que les anciens dignitaires sont du seul fait de cette qualité, atteints par des interdictions et incapacités dont ils ne peuvent se relever eux-mêmes.

Et, d'autre part, comme vous le faites remarquer, il serait difficile d'admettre qu'on ait pu songer à une faveur quelconque, même provisoire, pour les membres de sociétés secrètes ayant souscrit une fausse déclaration qui les rend passibles de condamnations pénales.

LE CHEF DU CONTENTIEUX

Ft.G.27.8.42

SERVICE CENTRAL
du PERSONNEL

—
1ère Division
—


Paris, le 28 AOUT 1942

Monsieur le Chef du Contentieux,

En vous transmettant le dossier ci-joint,
j'ai l'honneur de vous prier de bien vouloir me faire
savoir si vous êtes d'accord sur les termes de la lettre
que je compte envoyer à M. le Directeur Général.

LE DIRECTEUR,

L'Ingénieur en Chef
du Service Central du Personnel



10/29 AOU 42

1^{er} Septembre 1942 F

Machine
d'urgence
à retourner à M. de Caqueray

Note pour Monsieur
le Directeur du Service Central
du Personnel.

19.42

Comme suite à votre note du
28 août courant, j'ai l'honneur
de vous faire connaître que je suis
d'accord sur les termes de la lettre que
vous vous proposez de l'adresser à M.
le Directeur Général concernant les
agents qui ont été à l'origine la
déclaration prévue par la loi du 13 août
1940, ont fait une fausse déclaration,

une distinction doit, en fait, être
établie parmi les textes relatifs aux membres
des sociétés secrètes,

La loi du 13 août 1940 vise d'une
façon générale tous les membres des sociétés
secrètes quand elle décide dans son article
5 que nul ne peut être fonctionnaire,
agent de l'état... employé par une

incrimination de service public s'il
ne déclare soit n'avoir jamais appartenu
à une société secrète, soit avoir rompu
toute attache avec elle, et quand elle
ajoute que quiconque aura fait une
fausse déclaration sera déclaré démission-
naire d'office et puni de peines de prison
et d'amende.

La loi du 17 août 1941, et celle
du 10 novembre 1941 dans ses articles 3
et 4, ne s'appliquent qu'aux anciens
dignitaires des sociétés secrètes. La première
loi leur interdit l'accès et l'exercice de
certains mandats et fonctions publiques
et les déclare démissionnaires d'office
s'ils en exercent. Les articles 3 et 4
de la loi du 10 novembre 1941 prévoient
les dérogations que peut apporter le chef
de l'Etat à ces mêmes interdictions, dans
des cas bien déterminés.

Quant à la loi du 19 août 1942,
elle a pour objet, en dehors des cas de
dérogation prévus à l'article 3 de la loi
du 10 novembre 1941, de permettre au
chef du Gouvernement de suspendre

Pendant une durée de deux ans
l'application des "interdictions et incapacités"
qui en vertu des lois et règlements en
vigueur ont frappé les anciens membres
des sociétés secrètes", et ceci à des
conditions précisées par la loi, à l'expiration
de ces deux ans, la situation des dites
personnes est examinée à nouveau et si
elles le méritant, elles sont relevées définitive-
ment ^{par le chef de l'Etat,} (des interdictions qui les frappent,
~~par la loi~~

Sans doute, cette loi ne spécifie pas
uniquement,
qu'elle vise les anciens dignitaires des
sociétés secrètes et on pourrait relever que
la loi parle d'interdictions et incapacités,
sans rappeler que ce sont celles de la loi du
11 août 1941, alors que l'article 5 de la
loi du 13 août 1940 ^{aboutit à instituer} ~~comporte~~ également.

+ des interdictions et
des incapacités.

Il n'est pas douteux cependant
que la loi du 19 août 1942 ^{ne} ~~a~~ fait
que ^{modifier} ~~complète~~ celle du 10 novembre
1941 et qu'elle a uniquement en vue
la dérogation aux interdictions qui
atteignent spécialement les anciens
dignitaires des sociétés secrètes, ^{afin d'} ~~pour~~ aug-
menter le nombre des cas de dérogation et attribuer
des pouvoirs à ce sujet au chef du Gouvernement.

Il communique l'interdiction
d'ailleurs son titre

On s'impliquait d'ailleurs, mal
l'utilité de dérogations aux interdictions
de la loi du 13 août 1940. Puisque il
suffit pour y échapper d'avoir rompu toute
attache avec les sociétés secrètes, tandis
que les anciens dignitaires ^{sont} ~~étaient~~ de
seul fait de cette qualité, atteints par
des interdictions et incapacités dont ils ne
pourraient se relever eux-mêmes.

^{Enfin d'autre part}
Et comme vous le faites remarquer
^{il n'est pas possible de faire une}
^{façon quelconque}
~~suppression~~ ^{d'admission} ~~de dérogation~~, même provisoire,
^{pour les}
~~en faveur~~ de membres de sociétés secrètes
ayant souscrit une fausse déclaration qui
les rend passibles de condamnations pénales.

Le Chef du Contentieux

La loi du 19 août 1940 est venue dans les termes
les plus larges à elle-même d'une fausse déclaration
qui les rendrait incapables d'être élus par la loi
et réglementaire en vertu de la loi du 13 août 1940.
La loi du 13 août 1940 en soumettant personnellement
D'autre part, la même loi a l'effet de celle-ci
et interdit la nomination des anciens dignitaires
en garantissant les anciens dignitaires des sociétés secrètes, ce
qu'il est évident que les anciens dignitaires des sociétés secrètes
sont en mesure de faire des fausses déclarations
pour faire connaître que... la loi du 19 août 1940 ne permettait pas de

Le Chef du C.T.

et mandats émis à l'article 2
de la loi du 2 juin 1941 leur sont
interdits.

Les fonctions et mandats émis à
l'art. 2 de la loi du 2 juin 1941 sur les
quels sont :

chef de l'Etat, membres du Gouvernement
Administrateurs directeurs, secrétaires
général dans les entreprises bénéficiaires
de concessions . . .

3° Les fonctionnaires et agents civils ou
militaires atteints par les dispositions du
présent décret seront de même démissionnaires
d'office.

Loi du 18 août 1941 rendant applicable
aux territoires relevant du secrétaire
d'Etat aux Colonies les dispositions de la
loi du 11 août 1941 sur la Société Secrète.

Loi du 29 octobre 1941 abrogeant la loi
du 18 août 1941 et remplaçant ses dispositions
par les suivantes :

L'accès et l'exercice des fonctions
publiques et mandats ci-dessus sont
interdits à tous les anciens dignitaires
de sociétés secrètes dissoutes :

Gouverneurs généraux, résidents
supérieurs . . .

La Loi du 13 août 1940 sur
les associations secrètes décide
art 5: nul ne peut être fonctionnaire
... nul ne peut être employé par
un concurrennaire de service public ...

1° s'il ne déclare sur l'honneur, soit ne
jamais avoir appartenu à l'une des organis-
tions ... , soit avoir rompu toute attache avec
elle;

2° s'il ne prend l'engagement d'honneur
de ne jamais adhérer à une telle organisation,
au cas où elle viendrait à se reconstituer.

~~Loi du 18 août 1941 rendant applicables
aux territoires relevant du Statut d'Etat
colonies les dispositions de la Loi de 1940~~

Quiconque aura fait une fausse
déclaration sera déclaré démissionnaire
d'office et puni des peines prévues à l'article
4. (Peines frappant quiconque a participé
au maintien ou à la reconstitution des groupements
dissolus).

Loi du 14 août 1941 sur les sociétés
secrètes décidant que 1° les noms des anciens
dignitaires des sociétés secrètes dissoutes seront
publiés au J.O.

2° s'accès et l'exercice de fonctions publiques

Loi du 10 Novembre 1941

article 3. - Par décision individuelle du Chef de l'Etat et après avis de la Commission spéciale, il pourra être dérogé aux mesures d'embuscure éditées à l'encontre des anciens dignitaires des sociétés secrètes par les articles 2 et 3 de la loi du 11 août 1941 et par la loi du 29 octobre 1941:

1.º dans le cas où l'intéressé a, depuis plusieurs années, soupe toute attaché avec les sociétés secrètes et a cessé toute participation à leur activité.

2.º dans le cas où il a rendu des services signalés à l'Etat français et manifesté

son adhésion totale à l'ordre nouveau

+

Loi du 19 août 1942

Article 3: A titre tout à fait exceptionnel et en dehors des cas prévus par l'article 3 de la loi du 10 Novembre 1941, le Chef du Gouvernement pourra, ... suspendre, par décision individuelle et pour une durée de deux ans, l'application des interdictions et incapacités qui, en vertu des lois et règlements en vigueur, ont frappé les anciens membres des sociétés secrètes, sous la double condition que cette mesure soit justifiée par

Loi du 21 juin 1942

relative aux attributions

gouvernementales en

matière d'associations

secrètes (JO du 23 juin)

« toutes les questions concernant

les associations secrètes qui sont

placées dans les attributions du

chef de gouvernement qui

peut désigner les

promovés qui lui sont

confiés et l'un des

secrétaires d'Etat

qui l'assistent

l'intérêt supérieur du service
et par les preuves que les personnes
en cause auront données de leur
adhésion à l'ordre nouveau.

À l'expiration du délai de deux
ans, la situation des personnes qui
ont bénéficié de la mesure prévue au
paragraphe précédent devra être examinée
à nouveau. S'il résulte des circonstances
qu'elles se sont montrées dignes de cette
mesure, elles seront relevées définitivement
des interdictions et incapacités qui les
frappaient par décision individuelle
- - - - -

Dans le cas contraire, le chef du
Gouvernement décidera qu'elles seront à
nouveau frappées de mesures